Reprises coopératives d'entreprises au Québec

1980-2022



IRECUS
Institut de recherche et d'éducation
pour les coopératives et les mutuelles
de l'Université de Sherbrooke

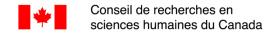
Par Claude-André Guillotte et Josée Charbonneau



Le présent rapport a été rédigé dans le cadre du plan d'action *Stratégie de cohésion et d'impact en repreneuriat collectif*, coordonné par le Conseil québécois de la coopération et de la mutualité et le Chantier de l'économie sociale et financé par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

L'analyse des auteurs s'appuie sur des données secondaires recueillies dans le cadre d'un projet de recherche antérieur, Coop Convert, mené conjointement par l'Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et les mutuelles de l'Université de Sherbrooke et le Centre pour l'apprentissage, l'économie sociale et le travail de l'Université de Toronto, avec l'appui de Coopératives et mutuelles Canada. Ce projet en partenariat a obtenu l'appui financier du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et du Fonds de recherche du Québec.





Pour citer ce rapport :

Guillotte, C.-A. & Charbonneau, J. (2023). Reprises coopératives d'entreprises au Québec, 1980-2022. Institut de recherche et d'éducation pour les coopératives et les mutuelles de l'Université de Sherbrooke, Université de Sherbrooke.

Contact:

Pour plus d'informations à propos de ce rapport, veuillez contacter : Claude-André Guillotte

claude-andre.guillotte@usherbrooke.ca

Photos: © Pixabay



| Sommaire executif | 111 | |
|---|--------|--|
| Introduction | 1 | |
| Qu'est-ce qu'une reprise coopérative? | 1 | |
| Sources des données | 2 2 | |
| Limites de l'étude | 2 | |
| Section 1. Reprises coopératives répertoriées | 3 | |
| Âge des entreprises lors de la reprise | 3 | |
| Emplacement des reprises coopératives | 4 | |
| <u>. </u> | 4 | |
| 1 0 | | |
| | 5 7 | |
| Secteurs d'activité selon la décennie | 8 | |
| Secteurs d'activité selon l'emplacement | 10 | |
| Section 2. Coopératives repreneuses | 11 | |
| Modes de reprises | 11 | |
| Types de coopératives | 13 | |
| Statut actuel des coopératives repreneuses | 14 | |
| est-ce qu'une reprise coopérative? res des données ties de l'étude tion 1. Reprises coopératives répertoriées des entreprises lors de la reprise placement des reprises coopératives Répartition par région administrative Répartition selon la population et le milieu rural ou urbain teurs d'activité économique des reprises coopératives recteurs d'activité selon la décennie recteurs d'activité selon l'emplacement tion 2. Coopératives repreneuses les de reprises les de coopératives at actuel des coopératives repreneuses ncipales conclusions érences | 16 | |
| Références | 18 | |
| Annexe 1. Portrait des reprises coopératives, par code SCIAN | 21 | |

Liste des tableaux

| Tableau 1. Répartition en pourcentage des reprises coopératives selon le moment de la reprise, par code SCIAN | 8 |
|--|---|
| Tableau 2. Répartition en pourcentage des reprises coopératives selon le milieu rural ou urbain, par code SCIAN | 0 |
| Liste des figures | |
| Figure 1. Répartition des reprises coopératives, selon l'âge de l'entreprise | 3 |
| Figure 2. Répartition des reprises coopératives, selon la région administrative | 4 |
| Figure 3. Répartition des reprises coopératives selon la classification de la municipalité | 6 |
| Figure 4. Répartition des reprises coopératives selon la population de la municipalité | 6 |
| Figure 5. Nombre et répartition en pourcentage des reprises coopératives, selon le code SCIAN des entreprises reprises | |
| Figure 6. Mode des reprises coopératives répertoriées | 1 |
| Figure 7. Nombre de reprises coopératives selon le mode de reprise et le secteur d'activité de la coopérative | 2 |
| Figure 8. Répartition des coopératives ayant effectué au moins une reprise entre 1980 et 2022, selon le type | 3 |
| Figure 9. Répartition des coopératives repreneuses, selon leur type et leur secteur d'activité 1 | 4 |
| Figure 10. Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023 1 | 5 |



Face à la croissance du nombre de propriétaires d'entreprises en âge de prendre leur retraite au Québec, de nombreuses initiatives sont mises en place par le gouvernement et les acteurs terrain pour appuyer, entre autres, la reprise collective d'entreprises. La reprise collective inclut notamment la reprise coopérative, laquelle réfère au processus par lequel la direction et la propriété d'une entreprise existante sont transférées à une coopérative afin qu'elle en assure le contrôle en conformité avec les règles d'action coopérative.

L'objectif de ce rapport est de documenter le phénomène de la reprise coopérative d'entreprises au Québec, à partir de 195 cas répertoriés de reprises coopératives s'étant déroulées entre 1980 et 2022. Les données utilisées proviennent d'entrevues avec des acteurs-clés du mouvement coopératif québécois et des informations rendues disponibles par le registraire des entreprises du Québec et le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.

Reprises coopératives répertoriées

L'analyse des 195 reprises coopératives répertoriées permet un certain nombre de constats concernant les caractéristiques et l'emplacement des entreprises reprises.

- Près de 63 % des entreprises avaient plus de 10 ans au moment de leur reprise par une coopérative, incluant 50 % de plus de 15 ans.
- C'est dans les régions administratives de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches que se sont déroulées le plus de reprises coopératives entre 1980 et 2022. À l'inverse, il n'y a eu que peu ou pas de reprises coopératives dans les régions de Laval, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.
- Près de la moitié des reprises coopératives ont eu lieu dans des municipalités de moins de 10 000 habitants et un peu moins du tiers, dans des villes de plus de 100 000 habitants.
- Les reprises coopératives se sont produites tant en milieu rural (52 %) qu'en milieu urbain (48 %). Un peu plus du tiers des reprises coopératives ont eu lieu dans une des sept régions métropolitaines de recensement du Québec, à savoir celles de Montréal, de Québec, de Saguenay, d'Ottawa-Gatineau, de Sherbrooke, de Trois-Rivières et de Drummondville. Un autre tiers des reprises coopératives se sont déroulées dans des zones rurales modérément influencées par les centres urbains. Le zones rurales fortement influencées par les centres urbains comptent la moins grande proportion de reprises coopératives.

Le nombre de reprises coopératives semble s'être accru au cours de la dernière décennie, notamment dans des secteurs d'activité peu présents jusque-là, comme les arts, spectacles et loisirs, les services professionnels, scientifiques et techniques et l'hébergement et restauration. La reprise coopérative de stations-services avec dépanneurs et de marchés d'alimentation a également pris de l'ampleur au cours de cette décennie.

Caractéristiques des coopératives repreneuses

Au total, ce sont 163 coopératives qui ont repris une entreprise entre 1980 et 2022 au Québec. Près de 60 % d'entre elles sont nées de la reprise d'une entreprise, que ce soit par la constitution d'une nouvelle coopérative ou par la modification de la forme juridique d'une entreprise en coopérative. Les autres coopératives repreneuses existaient préalablement à la reprise. Les principales caractéristiques des 163 coopératives repreneuses sont les suivantes :

- Près d'une reprise coopérative sur cinq s'est produite dans le secteur funéraire, sous la forme de coopératives de consommateurs.
- Malgré son adoption plus récente, en 1997, le modèle des coopératives de solidarité est celui qui a été le plus couramment utilisé pour la reprise coopérative, notamment dans les secteurs de l'alimentation et des loisirs.
- Les coopératives de travailleurs représentent tout de même 30 % des coopératives repreneuses. Elle se situent principalement dans les secteurs de la foresterie, de la santé et des services sociaux et, plus récemment, des services professionnels et techniques.
- Plus de 70 % des 163 coopératives repreneuses étaient toujours immatriculées en mars 2023 et près de 10 % de plus avaient été fusionnées à des coopératives qui, elles, étaient toujours immatriculées à cette date. Ensemble, ces coopératives ont effectué 83 % des 195 reprises coopératives répertoriées entre 1980 et 2022.

Principales conclusions

Le phénomène de la reprise coopérative d'entreprises n'est pas nouveau au Québec, mais il s'est accentué au cours de la dernière décennie et les secteurs d'activité des entreprises reprises se sont diversifiés. Les motifs sous-jacents à la décision de constituer une nouvelle coopérative pour reprendre une entreprise ou tout simplement de modifier la forme juridique de l'entreprise en coopérative pour en assurer la continuité n'ont pas été explorés à ce stade. L'implication post-reprise du ou des cédants, les raisons sous-jacentes au transfert d'entreprise ou encore des facteurs de nature juridique ou fiscale pourraient être à l'origine de telles décisions. Les coopératives existantes, généralement moins considérées dans les stratégies de repreneuriat, ont pourtant grandement participé à la reprise coopérative d'entreprises depuis 1980.

La proximité des centres urbains semble jouer un rôle dans la reprise coopérative. La plupart des reprises coopératives ont eu lieu soit dans des grandes centres urbains, soit dans des zones rurales modérément influencées par les centres urbains. Une meilleure compréhension des facteurs favorisant la reprise coopérative d'entreprises - possiblement différents en milieu urbain ou rural et selon le degré d'influence des grands centres urbains – pourrait permettre l'élaboration de stratégies de soutien adaptées à l'environnement des cédants et repreneurs potentiels.



Toutes sortes de raisons peuvent mener un propriétaire d'entreprise à se retirer d'affaires ou à transférer son entreprise. Alors qu'un nombre croissant de propriétaires d'entreprises sont à l'aube de la retraite, le gouvernement du Québec cherche à favoriser la reprise d'entreprise, aussi nommée « repreneuriat » ou « sorties entrepreneuriales avec continuité des activités de l'entreprise » (St-Jean et Duhamel, 2022). Parmi les stratégies promues par le gouvernement se trouve celle de la reprise collective, laquelle inclut la reprise coopérative (Gouvernement du Québec, 2020).

La majorité des études et des guides s'intéressant à la reprise coopérative (parfois nommée conversion coopérative) concerne la reprise d'entreprises par leurs salariés, sous la forme de coopératives de travail. Ce type de reprise n'est qu'une des multiples formes que peut prendre la reprise coopérative au Québec.

Le présent rapport fait état des reprises coopératives d'entreprises au Québec, à partir des cas répertoriés entre 1980 et 2022. L'analyse descriptive de ces reprises vise à mieux en discerner les principales tendances, notamment au fil des décennies, de manière à favoriser le développement de stratégies ciblées de sensibilisation et d'accompagnement à l'intention des cédants et des groupes de repreneurs potentiels.

Le type de reprise coopérative le plus documenté est celui de la reprise d'une entreprise par ses salariés, sous la forme d'une coopérative de travail. Il s'agit d'une des multiples formes que prend la reprise coopérative au Québec.

QU'EST-CE QU'UNE REPRISE COOPÉRATIVE?

Il n'existe pas de consensus clair concernant la définition d'une reprise coopérative. Suivant certaines définitions liées à la reprise d'entreprise, il est possible de définir la reprise coopérative comme tout processus par lequel la direction et la propriété d'une entreprise existante, financièrement saine ou non, sont transférées à une coopérative afin que cette dernière en assure le contrôle conformément aux règles d'action coopérative définies dans la *Loi sur les coopératives* du Québec (Centre de transfert d'entreprise du Québec, 2021; Cadieux et Brouard, 2009; Cisneros, Marchand et Mejía, 2023).

Le transfert de la direction d'une entreprise vers une coopérative implique notamment le passage vers une gouvernance démocratique. Le transfert de la propriété de l'entreprise s'effectue par l'acquisition des actifs ou des actions de l'entreprise par la coopérative (Cadieux et Brouard, 2009). Les actifs de l'entreprise sont ensuite intégrés à ceux de la coopérative ou l'entreprise est fusionnée à la coopérative pour former, dans certains cas, une nouvelle entité coopérative. Le processus de reprise coopérative aboutit à la continuité de l'actif ou de l'entreprise et de « ce qu'elle contient (structures, ressources humaines, financières, techniques et commerciales) » (Cadieux et Brouard, 2009 : 4).

Les reprises coopératives répertoriées aux fins de l'étude incluent donc les entreprises fusionnées avec une coopérative nouvelle ou existante, les établissements acquis par une coopérative puis intégrés à ses actifs pour en assurer la continuité sous forme coopérative¹ et les entreprises qui ont fait l'objet d'une continuation en adoptant la forme juridique coopérative, entre le 1^{er} janvier 1980 et le 31 décembre 2022².

SOURCES DES DONNÉES

La recension des reprises coopératives et les données concernant les entreprises reprises et les coopératives repreneuses proviennent des sources suivantes.

- Cinq entrevues réalisées auprès d'informateurs clés du réseau coopératif québécois.
- Liste fournie par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (MEIE) détaillant les reprises collectives d'entreprises entre 2009 et 2019.
- Informations publiques contenues dans le registre des entreprises et le répertoire en ligne des coopératives actives du Québec.
- Données administratives des coopératives non financières produites par le MEIE de 2019 à 2023.
- Archives nationales de Bibliothèque et archives nationales du Québec (BAnQ).
- Revue médiatique et informations transmises ponctuellement par différents partenaires du milieu coopératif québécois et canadien.

Les caractéristiques des entreprises reprises et des coopératives repreneuses, de même que certaines informations factuelles concernant les reprises, ont été répertoriées dans une banque de données Airtable, puis analysées à l'aide d'Excel.

LIMITES DE L'ÉTUDE

Les cas répertoriés sont ceux pour lesquels la reprise coopérative est vérifiable, que ce soit par le biais des informations contenues dans le registre des entreprises du Québec ou la BAnQ, par la revue des médias ou par le site Web des coopératives elles-mêmes. Lorsque les informations concernant la reprise coopérative étaient insuffisantes pour confirmer la reprise coopérative ou qu'il n'était pas possible de trouver les informations concernant l'entreprise reprise, elles ont été exclues de la présente analyse. Par conséquent, certaines reprises coopératives pourraient s'ajouter à la suite de vérifications auprès des coopératives concernées. La difficulté accrue à identifier et documenter les reprises coopératives plus anciennes pourrait expliquer, au moins partiellement, la hausse du nombre de reprises coopératives observées au cours de la dernière décennie.

Enfin, les données recueillies permettent de dégager certaines tendances en matière de reprises coopératives au Québec entre 1980 et 2022. Elles ne permettent toutefois pas d'expliquer, à ce stade, ces tendances. Des recherches supplémentaires seront requises à cette fin.

¹ L'un des modes de reprise d'entreprises par des coopératives les plus connus et les plus anciens est celui de l'acquisition et de l'exploitation d'une entreprise par une coopérative et le maintien de son statut non coopératif, sous forme de filiale par exemple (Forestier et Mauget, 2000). Ce type de reprise d'entreprises, sans modification de la forme juridique de l'entreprise, n'a toutefois pas été retenu dans le cadre de cette étude.

² Il ne nous a pas été possible, à ce stade, de recenser les cas de reprises d'immeubles locatifs par des coopératives d'habitation. Ces cas devraient faire l'objet d'une recherche ultérieure complémentaire.

SECTION 1 Reprises coopératives répertoriées

195 reprises coopératives ont été répertoriées au Québec, entre 1980 et 2022. Ce rapport vise à exposer les principales tendances concernant les reprises coopératives d'entreprises qui se sont produites au Québec au cours des 40 dernières années. L'âge des entreprises au moment de leur reprise est d'abord présenté, puis l'attention est portée sur l'emplacement et les secteurs d'activité économique des entreprises reprises.

ÂGE DES ENTREPRISES LORS DE LA REPRISE

Selon les résultats obtenus, 195 reprises coopératives ont eu lieu au Québec entre le 1^{er} janvier 1980 et le 31 décembre 2022. L'âge moyen des entreprises reprises sous forme coopérative se situe à 20,5 ans, alors que leur âge médian se situe à 15,2 ans³. La répartition des reprises coopératives selon l'âge des entreprises au moment de leur reprise (figure 1) montre que 62,6 % des entreprises avaient alors plus de 10 ans.

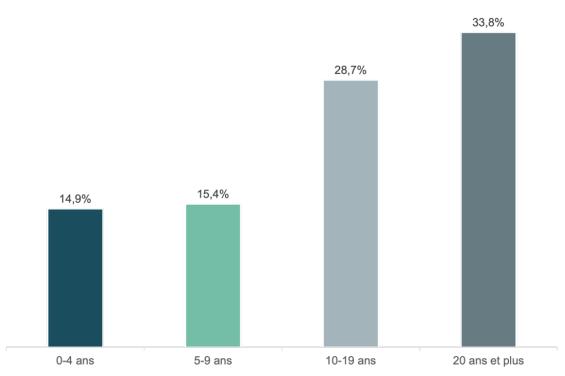


Figure 1. Répartition des reprises coopératives, selon l'âge de l'entreprise

³ Ces données excluent 14 reprises coopératives pour lesquelles l'âge des entreprises au moment de leur reprise est inconnu ou incertain.

La répartition des reprises coopératives selon l'âge de l'entreprise fait écho aux résultats obtenus par Vieta et ses collaborateurs (2021) dans un sondage mené auprès de propriétaires de petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes en âge de prendre leur retraite. Dans ce sondage, 21 répondants disaient avoir déjà envisagé la conversion de leur entreprise en coopérative pour en assurer la relève et 50 autres répondants se disaient susceptibles de l'envisager. Parmi les répondants de la première catégorie, 67 % étaient propriétaires d'entreprises âgées de plus de 10 ans. Ce pourcentage grimpe à 72 % parmi ceux de la deuxième catégorie.

EMPLACEMENT DES REPRISES COOPÉRATIVES

Les données concernant l'emplacement des reprises coopératives ont été regroupées selon trois types de découpage. Dans un premier temps, les reprises coopératives sont réparties selon les régions administratives du Québec. Par la suite, elles sont présentées en fonction de la Classification des secteurs statistiques de Statistique Canada (2021), qui répartit les municipalités selon leur population et le degré d'influence des noyaux urbains sur celles-ci. Elles sont également catégorisées selon la population des municipalités où opéraient les entreprises reprises.

Répartition par région administrative

La distribution des reprises coopératives selon les régions administratives du Québec est présentée à la figure 2. C'est dans la région administrative de la Capitale-Nationale qu'on retrouve le plus grand nombre de reprises coopératives entre 1980 et 2022, suivi de près par la région administrative de Chaudière-Appalaches. À l'inverse, on n'observe pas ou très peu de reprises coopératives dans les régions de Laval, de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec.

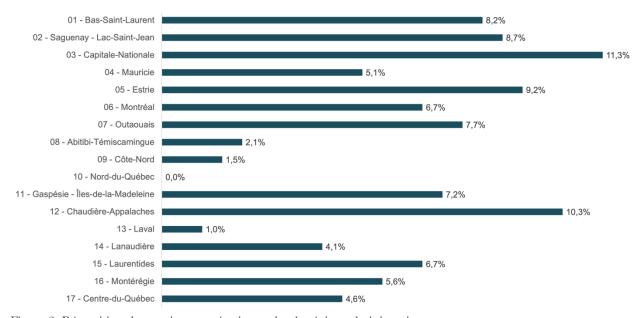


Figure 2. Répartition des reprises coopératives, selon la région administrative

Répartition selon la population et le milieu rural ou urbain

Le nombre de reprises coopératives en milieu rural (51,8 %) est similaire à celui en milieu urbain (48,2 %). Plus précisément, la répartition des reprises coopératives selon la Classification des secteurs statistiques de Statistique Canada (2021) montre deux zones avec une proportion plus importante de reprises coopératives: les zones d'influence métropolitaine de recensement modérée, de même que les régions métropolitaines de recensement (figure 3).

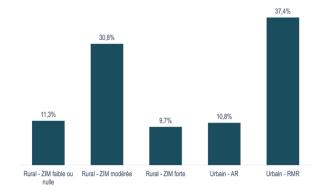
La Classification des secteurs statistiques regroupe les municipalités selon qu'elles font partie d'une région métropolitaine de recensement (RMR), d'une agglomération de recensement (AR) ou d'une zone d'influence métropolitaine de recensement (ZIM). Les ZIM, considérées en milieu rural, incluent toutes les municipalités qui se situent en dehors des RMR et des AR, lesquelles sont formées de municipalités adjacentes situées autour d'un centre de population important, ou noyau. Les ZIM sont classées selon le degré d'influence (forte, modérée, faible ou nulle) que les RMR ou les AR exercent sur elles (Statistique Canada, 2021).

Un peu plus de la moitié des reprises coopératives ont eu lieu dans des zones rurales. Une proportion similaire de reprises coopératives se sont produites dans des municipalités de moins de 10 000 habitants.

Selon le recensement de 2021, le Québec compte sept RMR, soit celles de Drummondville, de Montréal, d'Ottawa-Gatineau, de Québec, de Trois-Rivières, de Sherbrooke et de Saguenay (Institut de la statistique du Québec, 2021). Soixante-treize reprises coopératives ont eu lieu dans une municipalité comprise dans l'une ou l'autre de ces RMR, avec un peu plus de la moitié d'entre elles dans les RMR de Montréal et de Québec - 26/73 (35,6 %) et 15/73 (20,5 %) respectivement. Les RMR de Saguenay et d'Ottawa-Gatineau comptent également dix reprises coopératives chacune, alors que la RMR de Trois-Rivières en compte six, la RMR de Sherbrooke en compte quatre et la RMR de Drummondville, deux.

Près du tiers des reprises coopératives se sont produites dans des zones modérément influencées par les noyaux urbains (ZIM modérée), c'est-à-dire dans des municipalités dont 5 % à 30 % de la population active se déplace pour aller travailler dans le noyau d'une AR ou d'une RMR (ville de taille importante). La majorité des 60 reprises coopératives qui se sont déroulées dans ces zones se situent dans les régions administratives de Chaudière-Appalaches (15/60, soit 25,0 %) et du Bas-Saint-Laurent (10/60, soit 16,7 %). Les autres reprises coopératives au sein de ZIM modérées sont réparties entre différentes régions administratives du Québec.

Les zones fortement influencées par des noyaux urbains (ZIM forte) comptent la moins grande proportion de reprises coopératives. Ces zones sont caractérisées par le fait qu'entre 30 % et 50 % de leur population active fait la navette quotidiennement pour aller travailler dans le noyau d'une AR ou d'une RMR (Statistique Canada, 2021).



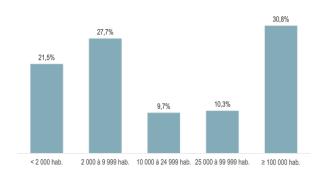


Figure 3. Répartition des reprises coopératives selon la classification de la municipalité (Sources : Calculs des auteurs; Institut de la statistique du Québec, 2021; Institut national de santé publique du Québec, 2016)

Figure 4. Répartition des reprises coopératives selon la population de la municipalité (Source : Calculs des auteurs; Gouvernement du Québec, 2022)

Il est à noter que 63,6 % des reprises coopératives qui ont eu lieu dans des zones faiblement ou nullement influencées par des noyaux urbains (ZIM faible ou nulle) se sont produites dans la région administrative de la Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine. Les 14 reprises coopératives dans cette région se sont d'ailleurs déroulées dans des ZIM faible ou nulle (cf. figures 2 et 3).

Par ailleurs, certaines RMR incluent des municipalités situées dans plus d'une région administrative. C'est le cas notamment de la RMR de Montréal qui regroupe des municipalités situées dans cinq régions administratives (Montréal, Laval, Lanaudière, Laurentides et Montérégie). C'est également le cas de la RMR de Québec, laquelle regroupe des municipalités de deux régions administratives, soit celles de la Capitale-Nationale et de Chaudière-Appalaches.

Enfin, la répartition des reprises coopératives selon la population de la municipalité⁴ où opérait l'entreprise reprise (figure 4) présente une distribution similaire à celle de la figure 3, bien que la classification des municipalités en ZIM, AR ou RMR ne soient pas strictement liée à leur taille. Près du tiers (30,8 %) des reprises coopératives ont eu lieu dans des villes dont la population excédait 100 000 habitants en 2022. Toutefois, près de la moitié (49,2 %) des reprises coopératives ont eu lieu dans des municipalités de moins de 10 000 habitants.

La répartition des reprises coopératives selon la classification et la taille des municipalités où opéraient l'entreprise au moment de la reprise montre l'incidence du contexte démographique, voire géographique, sur la reprise coopérative d'entreprises. Une meilleure compréhension des facteurs favorisant la reprise coopérative d'entreprises en milieu urbain ou rural et selon l'influence exercée par les grands centres urbains pourrait mener à des stratégies de soutien mieux adaptées à l'environnement des cédants et des repreneurs potentiels.

6

⁴ La population des municipalités s'appuie sur les données du Gouvernement du Québec à jour en juin 2022. La population des municipalités au moment des reprises coopératives est inconnue, mais il est raisonnable de croire que leur taille relative est similaire.

SECTEURS D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE DES REPRISES COOPÉRATIVES

Des reprises coopératives se sont produites dans la plupart des secteurs d'activité au Québec. La figure 5 présente le nombre de reprises coopératives, de même que leur répartition en pourcentage, selon le code du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) associé aux entreprises reprises entre 1980 et 2022. Les secteurs d'activité sont ensuite présentés en fonction des décennies, puis selon leur emplacement. Pour des informations plus détaillées concernant les reprises coopératives selon les secteurs d'activité, il est possible de consulter l'annexe 1.

Près d'une reprise coopérative sur cinq s'est produite dans le secteur funéraire.

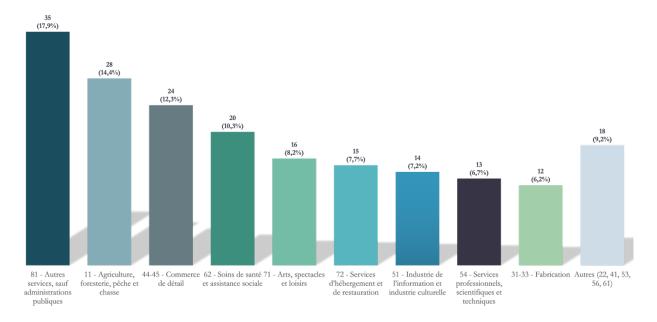


Figure 5. Nombre et répartition en pourcentage des reprises coopératives, selon le code SCIAN des entreprises reprises

Le plus grand nombre de reprises coopératives répertoriées appartient au code SCIAN 81, auquel sont associées les entreprises du secteur funéraire⁵. Suivent de près les reprises coopératives dans le secteur de l'agriculture et de la foresterie (SCIAN 11), puis celles dans le secteur du commerce de détail (SCIAN 44-45). Aucune reprise coopérative n'a été recensée dans le secteur de l'extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21), de la construction (SCIAN 23), du transport et de l'entreposage (SCIAN 48-89), de la finance et des assurances (SCIAN 52) et de la gestion de sociétés et d'entreprises (SCIAN 55).

7

⁵ Le code SCIAN 81 inclut d'autres secteurs d'activité économique, mais seules des reprises coopératives dans le secteur funéraire ont été répertoriées.

Secteurs d'activité selon la décennie

La répartition des reprises coopératives selon le code SCIAN des entreprises reprises au cours des quatre dernières décennies (tableau 1) met en évidence certains moments importants de la reprise coopérative au Québec.

Tableau 1. Répartition en pourcentage des reprises coopératives selon le moment de la reprise, par code SCIAN

| Code SCIAN | 1980-1989 | 1990-1999 | 2000-2009 | 2010-2022 |
|---|-----------|-----------|-----------|-----------|
| # | 18 | 35 | 27 | 115 |
| 81 - Autres services, sauf administrations publiques | 5,6 | 45,7 | 18,5 | 11,3 |
| 11 - Agriculture, foresterie, pêche et chasse | 11,1 | 8,6 | 11,1 | 17,4 |
| 44-45 - Commerce de détail | - | 2,9 | 14,8 | 16,5 |
| 62 - Soins de santé et assistance sociale | 50,0 | 5,7 | 14,8 | 4,3 |
| 71 - Arts, spectacles et loisirs | - | 5,7 | 11,1 | 9,6 |
| 72 - Services d'hébergement et de restauration | 5,6 | 2,9 | 3,7 | 10,4 |
| 51 - Industrie de l'information et industrie culturelle | - | 5,7 | 3,7 | 9,6 |
| 54 - Services professionnels, scientifiques et techniques | - | 2,9 | - | 10,4 |
| 31-33 - Fabrication | 5,6 | 8,6 | 7,4 | 5,2 |
| Autres (22, 41, 53, 56, 61) | 22,2 | 11,4 | 14,8 | 5,2 |

D'abord, on constate rapidement la prépondérance des reprises coopératives dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale (SCIAN 62) au cours des années 1980. C'est en effet à ce moment que sont formées la majorité des coopératives actuelles de paramédics du Québec, alors que les travailleurs ambulanciers se sont mobilisés pour racheter les entreprises qui les employaient avec, notamment, le soutien du mouvement syndical québécois (Côté, 2007; Proulx, Fouquet et Guillotte, 2021).

Puis, au cours des années 1990, la part la plus importante des reprises coopératives revient au secteur funéraire (SCIAN 81). Au cours de cette décennie, la Fédération des coopératives funéraires du Québec (FCFQ) et ses coopératives-membres ont amorcé leur offensive contre les multinationales, alors de plus en plus nombreuses à acquérir des salons funéraires au Québec (Charbonneau, Beaudry et Fouquet, 2021; Audebrand et Barros, 2018; Tessier, 2008). Cette offensive a pris la forme d'une stratégie d'acquisition-conversion d'entreprises funéraires en coopératives qui se poursuit encore aujourd'hui. Au total, les reprises dans le secteur du funéraire représentent 17,9 % des reprises coopératives répertoriées entre 1980 et 2022.

Les reprises coopératives se poursuivent au cours des années 2000, bien que leur nombre diminue légèrement. On observe notamment une hausse dans le secteur du commerce de détail (passant de 2,9 % des 35 reprises coopératives entre 1990 et 1999 à 14,8 % des 27 reprises coopératives entre 2000-2009).

À partir de 2010, le nombre de reprises coopératives prend de l'ampleur et atteint le nombre de 115, soit une moyenne de 9,5 reprises coopératives par année. C'est lors de cette période qu'on observe une plus forte croissance des reprises dans des secteurs d'activité jusqu'alors moins représentés. Par exemple, 11 des 16 reprises coopératives (68,8 %) dans le secteur des arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71), 12 des 13 reprises coopératives (92,3 %) dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54) et 12 des 15 reprises coopératives (80,0 %) dans le secteur de l'hébergement et de la restauration se sont produites durant cette période.

Par ailleurs, 15 des 19 reprises coopératives (78,9 %) qui ont eu cours dans le secteur du commerce du détail entre 2010 et 2022 consistent en des reprises de stations-services avec dépanneurs ou de marchés d'alimentation⁶. Dans son Plan d'action à l'intention des municipalités dévitalisées, le ministère des Affaires municipales et des Régions (2008) identifiait déjà le maintien des services de proximité de base (épicerie, restaurant, bureau de poste, station-service, institution financière ou école) comme l'un des principaux enjeux pour la revitalisation des municipalités. De même, le rapport du Groupe de travail sur les communautés dévitalisées (2010) identifiait la perte de services de proximité comme une des causes conjoncturelles de dévitalisation. Or, le nombre de municipalités de moins de 1 000 habitants sans édifices de commerce de détail ne cesse de croître, passant de 55 municipalités en 2006 à 95 en 2021 (Institut de la statistique du Québec, 2022). Le rapport du Groupe de travail sur les communautés dévitalisées précisait également que la présence d'acteurs de l'économie sociale et du mouvement coopératif constitue un facteur favorable à la revitalisation des municipalités. L'entente conclue en 2019 entre la Fédération des coopératives d'alimentation du Québec et la Coopérative de développement régional du Québec pour l'accompagnement au démarrage des services marchands de proximité pourrait, si combinée à une stratégie de reprise coopérative, favoriser la reprise coopérative dans ce secteur.

Depuis 2010, on observe une hausse du nombre de reprises coopératives dans des secteurs d'activité peu représentés jusque-là, comme dans les secteurs des arts, spectacles et loisirs, des services professionnels, scientifiques et techniques et de l'hébergement et restauration.

⁶

⁶ Certaines coopératives ont également été créées a posteriori pour compenser les pertes de services liées à la fermeture de commerces de proximité, quelques années après la fermeture de l'épicerie du village, par exemple. Elles ont été exclues des cas actuels en raison de l'absence de continuité de l'entreprise (une nouvelle coopérative a été mise sur pied plusieurs mois, voire années, après la fermeture de l'entreprise), mais il s'agit d'un phénomène qui devrait également être considéré pour le développement de stratégies liées à la reprise collective.

Secteurs d'activité selon l'emplacement

Le secteur d'activité des entreprises reprises varie selon que celles-ci se situent en milieu rural ou urbain (tableau 2). Ainsi, près de 9 reprises coopératives sur 10 (89,3 %) du secteur de l'agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11) ont eu lieu en milieu rural. À l'inverse, un peu plus de 9 reprises coopératives sur 10 (92,3 %) du secteur des services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54) se sont produites en milieu urbain.

Cette répartition des reprises coopératives selon le secteur d'activité et l'emplacement (rural ou urbain) est similaire à celle des PME canadiennes. Selon l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises 2020 de Statistique Canada, les PME exerçant leurs activités dans le secteur de l'agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11) représentaient, en combinaison avec celles du secteur de l'extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz (SCIAN 21), 20,2 % des PME canadiennes rurales (Huang, 2023). Toutefois, le secteur de la construction (SCIAN 23), deuxième en importance parmi les PME rurales (19,8 % de ces PME), est absent de la liste des reprises coopératives répertoriées. En milieu urbain, le secteur d'activité le plus répandu parmi les PME canadiennes est celui des services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54) (Huang, 2023).

Les reprises coopératives du secteur de l'agriculture et de la foresterie se situent majoritairement en milieu rural, alors que celles du secteur des services professionnels et techniques se trouvent principalement en milieu urbain.

Tableau 2. Répartition en pourcentage des reprises coopératives selon le milieu rural ou urbain, par code SCIAN

| Code SCIAN | # | Milieu rural | Milieu urbain | |
|---|-----|--------------|---------------|--|
| 81 - Autres services, sauf administrations publiques | 35 | 54,3% | 45,7% | |
| 11 - Agriculture, foresterie, pêche et chasse | 28 | 89,3% | 10,7% | |
| 44-45 - Commerce de détail | 24 | 66,7% | 33,3% | |
| 62 - Soins de santé et assistance sociale | 20 | 35,0% | 65,0% | |
| 71 - Arts, spectacles et loisirs | 16 | 68,8% | 31,3% | |
| 72 - Services d'hébergement et de restauration | 15 | 46,7% | 53,3% | |
| 51 - Industrie de l'information et industrie culturelle | 14 | 21,4% | 78,6% | |
| 54 - Services professionnels, scientifiques et techniques | 13 | 7,7% | 92,3% | |
| 31-33 - Fabrication | 12 | 33,3% | 66,7% | |
| Autres (22, 41, 53, 56, 61) | 18 | 44,4% | 55,6% | |
| Total | 195 | 51,8 % | 48,2 % | |

SECTION 2

Coopératives repreneuses

Près de la moitié des reprises coopératives qui ont eu lieu entre 1980 et 2022 ont été le fruit de coopératives constituées dans le but de reprendre une ou des entreprises.

Le nombre de reprises coopératives répertoriées (195) diffère de celui du nombre de coopératives repreneuses (163). En effet, certaines coopératives ont repris plus d'une entreprise lors de leur constitution, comme c'est le cas des coopératives du secteur ambulancier, ou ont été constituées par le biais d'une reprise d'entreprise et ont repris d'autres entreprises ultérieurement. À l'opposé, certaines entreprises ont été reprises par plus d'une coopérative, l'un des cas les plus connus était celui du Groupe Capitales Médias. Dans ces circonstances, chaque établissement repris a été comptabilisé comme une reprise coopérative.

Dans cette section, les modes de reprises coopératives, soit la reprise par une coopérative nouvellement constituée, par une coopérative existante ou encore par modification de la forme juridique, sont d'abord présentés. Puis, les types de coopératives repreneuses, de même que leur statut au 31 mars 2023 sont discutés.

MODES DE REPRISES

Parmi les 195 reprises coopératives répertoriées, 47,2 % ont été effectuées par une coopérative nouvellement constituée, 32,8 % par une coopérative existante et 20,0 % par modification de la forme juridique de l'entreprise en coopérative (figure 6).

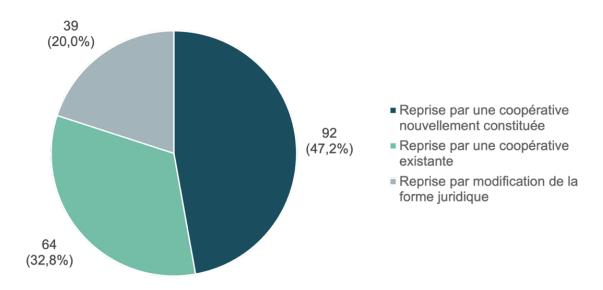


Figure 6. Mode des reprises coopératives répertoriées

Les reprises d'entreprises par des coopératives nouvellement constituées se produisent lorsqu'un groupe de personnes choisit de mettre sur pied une coopérative afin d'acquérir, puis de fusionner ou dissoudre l'entreprise, tout en assurant la continuité de ses activités. La coopérative est généralement constituée à cette fin et il arrive que des coopératives reprennent plus d'une entreprise dès leur constitution. Ce mode de reprise a davantage été utilisé par les coopératives des secteurs⁷ des loisirs, de l'alimentation et de la santé et des services sociaux (figure 7). Cela dit, des reprises de ce type ont été recensées dans presque tous les secteurs d'activité coopératifs au Québec.

Les reprises par modification de la forme juridique mènent également à la création de nouvelles coopératives, mais découlent d'un processus différent du précédent. La nouvelle coopérative est ici issue de la continuation d'une société par actions⁸, continuation qui doit être autorisée par les actionnaires et approuvée par le ministre responsable (Loi sur les coopératives). Ce mode de reprise a davantage été adopté par des coopératives du secteur de la foresterie, du secteur des services professionnels et techniques et du secteur des loisirs – 28,2 %, 23,1 % et 17,9 % des reprises coopératives par modification de la forme juridique, respectivement.

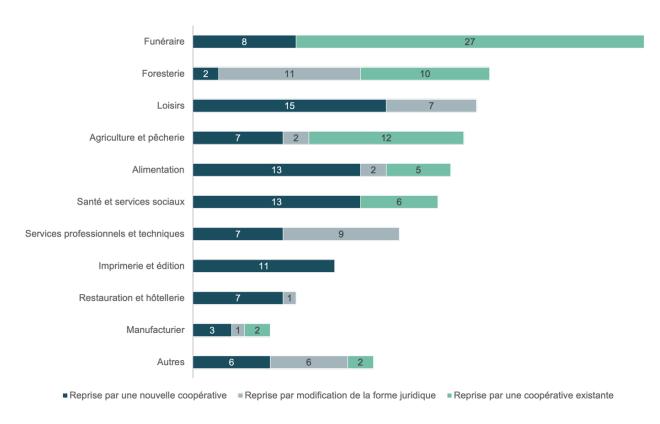


Figure 7. Nombre de reprises coopératives selon le mode de reprise et le secteur d'activité de la coopérative (Source : Calcul des auteurs; ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, 2023)

Les reprises d'entreprises par des coopératives existantes observent un processus similaire à celui des reprises par des coopératives nouvellement constituées, à l'exception que les coopératives sont déjà en opération au moment de la reprise. Ce mode de reprise est utilisé notamment par les coopératives

⁷ Secteurs d'activité établis selon la codification administrative en vigueur à la Direction de l'entrepreneuriat collectif.

⁸ La Loi sur les coopératives du Québec prévoit également la continuation d'une personne morale régie par la partie III de la Loi sur les sociétés par actions en coopérative. Il existe de tels cas de continuation, mais ceux-ci n'ont pas été retenus aux fins de la présente étude.

du secteur funéraire (42,2 % de ces reprises) qui reprennent des entreprises funéraires situées dans des localités voisines afin d'assurer le maintien des services à leur population (Charbonneau *et al.*, 2021). De plus, certaines coopératives agricoles (18,8 % de ces reprises) ont repris des entreprises, notamment dans le but d'assurer le maintien de stations-services ou d'autres commerces de détail de petite taille dans des localités situées sur le territoire qu'elles desservent. Enfin, 15,6 % des reprises par des coopératives existantes ont été effectuées par des coopératives du secteur de la foresterie, lesquelles ont repris des entreprises locales œuvrant dans des activités périphériques aux leurs.

TYPES DE COOPÉRATIVES

On retrouve au Québec cinq types de coopératives: les coopératives de consommateurs, les coopératives de producteurs, les coopératives de travailleurs actionnaires. Dans le cadre de cette étude, les 106 coopératives de travailleurs actionnaires constituées entre 1980 et 2022 n'ont pas été considérées comme des cas de reprises coopératives. En effet, bien que ce modèle permette aux salariés d'une société par actions de participer à la propriété et à la direction de l'entreprise par le biais de la coopérative, la propriété et la direction de l'entreprise ne sont pas entièrement transférées à la coopérative. Il n'y a donc pas de reprise coopérative à proprement parler.

Au total, ce sont 163 coopératives qui ont repris une entreprise entre 1980 et 2022 au Québec. Parmi celles-ci, 97 ont été créées lors de la reprise d'une ou plusieurs entreprises, que ce soit par la constitution d'une nouvelle coopérative aux fins de reprise de l'entreprise ou par la modification de la forme juridique de l'entreprise en coopérative. Les autres coopératives existaient préalablement à la reprise et ont donc intégré les actifs de l'entreprise dans leurs propres actifs, tout en assurant la continuité des activités de l'entreprise selon les règles d'action coopérative. La répartition des 163 coopératives ayant effectué au moins une reprise d'entreprise entre 1980 et 2022, selon le type de coopératives, est présentée à la figure 8.

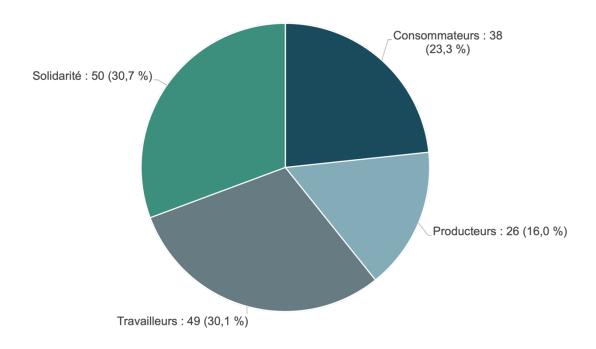


Figure 8. Répartition des coopératives ayant effectué au moins une reprise entre 1980 et 2022, selon le type

Les coopératives de solidarité représentent le modèle le plus couramment utilisé pour la reprise coopérative, malgré le fait que ce modèle n'ait été adopté qu'en 1997 au Québec. Les coopératives de solidarité ayant effectué une reprise d'entreprise se trouvent surtout dans les secteurs de l'alimentation et des loisirs (figure 9).

Le nombre de coopératives de travailleurs ayant repris des entreprises est très près de celui des coopératives de solidarité (30,1 % des coopératives repreneuses). Elles se situent principalement dans les secteurs de la foresterie, de la santé et des services sociaux de même que des services professionnels et techniques.

Bien que le modèle des coopératives de solidarité n'existe que depuis 1997 au Québec, il s'agit du type de coopératives repreneuses le plus répandu.

Les coopératives de consommateurs ayant repris des entreprises se trouvent, pour leur part, surtout dans le secteur funéraire, alors que les coopératives de producteurs se retrouvent davantage dans les secteurs de la foresterie et de l'agriculture et pêcherie.

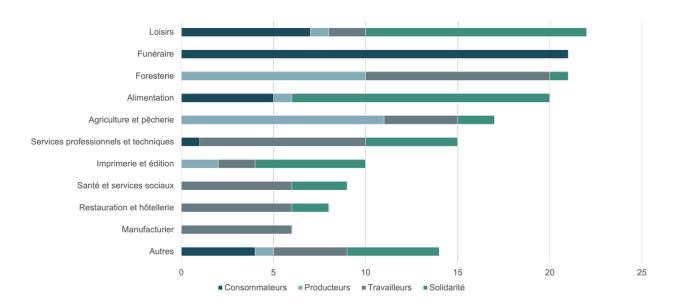


Figure 9. Répartition des coopératives repreneuses, selon leur type et leur secteur d'activité

STATUT ACTUEL DES COOPÉRATIVES REPRENEUSES

En combinant les données administratives des coopératives non-financières répertoriées par le MEIE (2023) aux informations rendues publiques par le Registraire des entreprises du Québec (2023), il est possible de connaître le statut des coopératives repreneuses selon la dernière mise à jour de leurs renseignements. La figure 10 présente le statut des 163 coopératives repreneuses en date du 31 mars 2023.

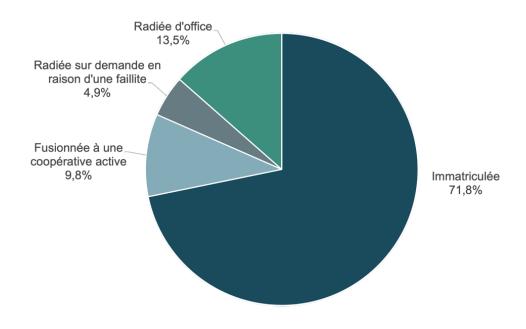


Figure 10. Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Au total, 117 des 163 (71,8 %) coopératives repreneuses étaient toujours immatriculées au 31 mars 2023 et peuvent donc être considérées comme actives à cette date. Seize autres coopératives repreneuses (soit 9,8 %) ont été fusionnées à des coopératives qui, elles, sont toujours immatriculées. Ensemble, ces coopératives ont effectué 83,1 % des 195 reprises coopératives répertoriées.

Les autres coopératives repreneuses ont soit été radiées sur demande en raison d'une faillite (4,9 %), volontairement radiées d'office à la suite d'une dissolution ou d'une liquidation (5,5 %), ou radiées d'office en vertu de la *Loi sur les coopératives* ou de la non-production de deux mises à jour annuelles consécutives (8,0 %). En tout, 18,4 % des coopératives repreneuses ne sont plus en activité; celles-ci ont effectué 16,9 % des 195 reprises coopératives. La durée de vie moyenne des coopératives inactives à la suite de la reprise est de 7,6 années, avec une médiane de 4,7 années.

Il est à noter que 44,8 % des coopératives repreneuses aujourd'hui inactives ont effectué une reprise coopérative entre 2018 et 2020. Il est permis de croire que la pandémie de COVID-19 (officialisée en mars 2020) a pu avoir des effets négatifs sur leur survie en début de vie, bien que rien ne permette actuellement de le vérifier.

Principales conclusions Principales conclusions

Cette étude visait à documenter le phénomène de la reprise coopérative d'entreprises au Québec à partir des 195 cas répertoriés entre 1980 et 2022. Sur la base des résultats obtenus, certaines conclusions peuvent être formulées.

Tout d'abord, la reprise coopérative d'entreprises n'est pas un phénomène nouveau au Québec. Cela dit, le nombre de reprises coopératives s'est accru au cours de la dernière décennie et les secteurs d'activité des entreprises reprises se sont diversifiés. En effet, 92,3 % des reprises coopératives dans le secteur des services professionnels, scientifiques et techniques, 80,0 % de celles dans le secteur de l'hébergement et de la restauration ainsi que 68,8 % de celles dans le secteur des arts, spectacles et loisirs se sont produites entre 2010 et 2022. La proportion des stations-services avec dépanneurs et de marchés d'alimentation parmi les commerces de détail repris sous forme coopérative a également pris de l'ampleur au cours de cette décennie (78,9 % des reprises de ce secteur d'activité).

Les reprises coopératives se produisent tant en milieu rural (51,8 %) qu'urbain (48,2 %). Un peu moins du tiers (30,8 %) des reprises coopératives ont eu lieu dans des villes dont la population excédait 100 000 habitants en 2022, et près de la moitié (49,2 %) dans des municipalités de moins de 10 000 habitants. Si l'on tient compte de l'influence des centres urbains, deux grandes tendances semblent se dégager. D'une part, une proportion importante des reprises coopératives a eu lieu dans les centres urbains de plus grande taille (37,4 % des reprises se situent dans des RMR). D'autre part, les zones subissant une influence modérée de la part des centres urbains (ZIM modérée) semblent les plus propices à la reprise coopérative en milieu rural, avec 30,8 % de l'ensemble des reprises coopératives et 59,4 % des reprises en zone rurale. Les zones rurales ayant une grande connectivité avec les centres urbains (ZIM forte) sont celles où l'on recense le moins de reprises coopératives (9,7 % seulement). Le contexte, notamment géographique, des reprises coopératives pourrait représenter un élément important à considérer pour l'élaboration de stratégies de soutien adaptés à l'environnement des cédants et repreneurs potentiels.

La reprise coopérative n'est pas un phénomène nouveau au Québec, mais le nombre de reprises coopératives s'est accru au cours de la dernière décennie. Parmi les 163 coopératives qui ont repris une entreprise entre 1980 et 2022, 117 sont toujours actives et 16 autres ont été fusionnées à d'autres coopératives toujours actives aujourd'hui. Par ailleurs, plus de 60 % des entreprises avaient plus de 10 ans lors de leur reprise sous forme coopérative, avec un âge moyen de 20,5 ans. L'âge médian des entreprises révèle que 50 % d'entre elles avaient plus de 15,2 ans au moment de leur reprise sous forme coopérative.

Le processus usuel de repreneuriat, réunissant un ou des cédant(s) et un ou des repreneur(s), est similaire à celui d'une reprise par une coopérative constituée spécifiquement à cette fin. Il s'agit d'ailleurs du mode de reprise coopérative le plus répandu (47,2 % des reprises). Néanmoins, afin de refléter tous les cas où la continuité des activités d'une entreprise a été assurée par une coopérative conformément aux règles d'action coopérative, la notion de reprise coopérative inclut également les cas de reprises par des coopératives existantes (32,8 %) de même que les cas de modification de la forme juridique d'une entreprise en coopérative (20,0 %).

Au total, 163 coopératives, nouvelles ou existantes, ont repris une ou des entreprises entre 1980 et 2022 au Québec. Les facteurs influençant la décision de constituer une nouvelle coopérative pour reprendre une entreprise ou de modifier la forme juridique de l'entreprise pour en assurer la continuation en coopérative n'ont pas été explorées à ce stade. L'implication post-reprise du ou des cédants dans la coopérative, les raisons sous-jacentes à la reprise coopérative ou encore des facteurs de nature juridique ou fiscale pourraient être à l'origine de telles décisions.

Les cas de coopératives existantes qui reprennent des entreprises pour les intégrer à leurs propres actifs montrent une certaine volonté de contribuer au maintien de services et/ou à la vitalité socioéconomique de leur territoire. Ces décisions semblent, à première vue, liées à des motivations légèrement différentes de celles associées à l'acquisition de filiales, davantage de l'ordre stratégique, vouées à la croissance de la coopérative (Côté, 2001; Malo, 2006). Les reprises coopératives dans le secteur funéraire illustrent bien l'efficacité de la stratégie de la Fédération des coopératives funéraires du Québec en matière de reprises d'entreprises et de maintien des services. Le rôle des coopératives existantes, voire des fédérations sectorielles, pour la continuité des activités d'entreprises importantes pour leurs communautés, mériterait de faire l'objet de recherches ultérieures. Il pourrait être intéressant de se pencher sur les mécanismes susceptibles de faciliter la continuité des activités d'entreprises locales par leur reprise par des coopératives existantes.

Enfin, la pérennité des coopératives repreneuses représente un atout important de la reprise coopérative d'entreprises. Parmi les 163 coopératives ayant repris ou une des entreprises entre 1980 et 2022, 71,8 % étaient toujours en activité en date du 31 mars 2023. Si l'on ajoute à ce nombre les coopératives repreneuses fusionnées à une autre coopérative toujours active à cette date (9,8 %), il est possible de croire que la continuité de 162 des 195 entreprises reprises (83,1 %) est toujours assurée aujourd'hui.

- Audebrand, L. K., et Barros, M. (2018). All Equal in Death? Fighting inequality in the contemporary funeral industry. *Organization Studies*, 39(9), 1323–1343. https://doi.org/10.1177/0170840617736934
- Cadieux, L., et Brouard, F. (avec la collaboration de B. Deschamps) (2009). La transmission des PME. Perspectives et enjeux. Québec: Presses de l'Université du Québec.
- Centre de transfert d'entreprise du Québec (2021). *Qu'est-ce que la reprise collective?*https://ctequebec.com/programmes/reprise-collective/
- Charbonneau, J., Beaudry, K., et Fouquet, É. (2021). La Fédération des coopératives funéraires du Québec : Entre résistance et conviction. Co-op Convert, Étude de cas. https://fr.coopconvert.ca/files/ugd/51eec9_3831a82191fe417b86c7003e43f20020.pdf
- Cisneros, L., Marchand, R., & Mejía, J.H. (2023). Vers une culture entREPRENEURIALE, Indice entrepreneurial québécois 2022. Institut d'entrepreneuriat Banque Nationale HEC Montréal et Réseau Mentorat. [Accessible en ligne], https://indiceentrepreneurialqc.com/wp-content/uploads/2023/05/IEQ22_vFINAL.pdf.
- Côté, D. (dir.) (2001). Les holdings coopératifs : évolution ou transformation définitive? Bruxelles : Éditions De Boeck Université / CIRIEC international. ISBN 2-8041-3737-6
- Côté, D. (2007). Best practices and co-operative development in Québec. In J. Emmanuel et L. Cayo (Eds). Effective practices in starting co-ops: The voice of Canadian co-op developers (97-116). Victoria: New Rochdale Press. ISBN 978-1-55058-361-8
- Forestier, M., et Mauget, R. (2000). De la coopérative au groupe coopératif agro-alimentaire. 1re partie De la valeur pour l'usage à la valeur pour l'actionnaire? Revue internationale de l'économie sociale, (278), 16-30. https://doi.org/10.7202/1023849ar
- Gouvernement du Québec (2020). Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025. https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/economie/publications-adm/plans-action/PL plan action economie sociale MEI 2020-2025.pdf?1607525033
- Gouvernement du Québec (2022). *Liste des municipalités (csv)*. (Page consultée le 21 juin 2022). https://donneesouvertes.affmunqc.net/repertoire/MUN.csv
- Groupe de travail sur les communautés dévitalisées (2010). Des communautés à revitaliser : Un défi collectif pour le Québec.
 - https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/grands_dossiers/municipalites_devitalisees/rapport_communautes_devitalisees.pdf

- Huang, L. (2023). *Profil des PME : Entreprises rurales au Canada*. Direction générale de la petite entreprise, Innovation, Sciences et Développement économique, Gouvernement du Canada. https://ised-isde.canada.ca/site/sme-research-statistics/sites/default/files/attachments/2023/sme-profile-rural-2023-fr.pdf
- Institut de la statistique du Québec (2021). Géographie du Recensement de la population de 2021 harmonisée avec l'assise géographique du Québec.

 https://statistique.quebec.ca/statistiques/divisions-territoriales/geographie-recensement-population.html#:~:text=géographique%20du%20Québec-,Géographie%20du%20Recensement%20de%20la%20population%20de%202021%20harmonisée%20avec,Statistique%20Canada%20pour%20le%20Québec.
- Institut de la statistique du Québec (2022). Les indicateurs de l'occupation et de la vitalité des territoires —
 Proportion des municipalités de moins de 1 000 habitants qui n'ont pas d'édifices de commerce de détail.

 https://statistique.quebec.ca/docs-ken/vitrine/occupation-vitalite-territoire/documents/services_proximite_01.pdf
- Institut national de la santé publique du Québec (2016). *Milieux ruraux et urbains : Quelles différences de santé au Québec?* https://www.inspq.qc.ca/santescope/milieux-ruraux-urbains
- Loi sur les coopératives, RLRQ, c. C-67.2. https://www.legisquebec.gouv.qc.ca/fr/document/lc/c-67.2
- Malo, M.-C. (2006). Coopératives et modèles de développement : l'expérience québécoise. *Cahiers du CRISES*, Collection Études théoriques, ET0601. https://depot.erudit.org/retrieve/1818/ET0601.pdf
- Ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie (2023). *Données administratives des coopératives non financières*. Gouvernement du Québec, Jeu de données e19b44d1-24e2-4449-acfb-ab5721ea2f27.
- Ministère des Affaires municipales et des Régions (2008). Pour une plus grande prospérité et vitalité de nos municipalités: Plan d'action gouvernemental à l'intention des municipalités dévitalisées. Gouvernement du Québec,

 <a href="https://www.mamh.gouv.qc.ca/fileadmin/publications/grands-dossiers/municipalites-devitalisments-devital
- Proulx, V.G., Fouquet, É., et Guillotte, C.-A. (2021). La conversion en coopérative de l'entreprise Ambulance de l'Estrie inc. Co-op Convert, Étude de cas. https://fr.coopconvert.ca/files/ugd/51eec9 e38193d1d90649c2a719105e0641d77e.pdf
- Registraire des entreprises (2023). Rechercher une entreprise au registre. Gouvernement du Québec. https://www.registreentreprises.gouv.qc.ca/RQAnonymeGR/GR/GR03/GR03A2 19A PIU RechEnt PC/PageRechSimple.aspx?T1.CodeService=S00436
- Statistique Canada (2021). *Dictionnaire*, Recensement de la population, 2021. https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/ref/dict/index-fra.cfm

sees/plan action mun devitalisees.pdf

- St-Jean, É., & Duhamel, M. (2022). Situation de l'activité entrepreneuriale québécoise : rapport 2021 du Global Entrepreneurship Monitor. Institut de recherche sur les PME, Université du Québec à Trois-Rivières. [Accessible en ligne],

 https://oraprdnt.uqtr.uquebec.ca/pls/public/docs/GSC5864/O0004672163_Rapport_GEM_QC_2021_final.pdf
- Tessier, A. (2008). Historique de la Fédération des coopératives funéraires du Québec. https://www.fcfq.coop/media/FCFQ-historique.pdf
- Vieta, M., Tarhan, D., Duguid, F., et Guillotte, C.-A. (2021). Les PME canadiennes, la relève d'entreprise et la conversion en coopératives. Co-op Convert, https://51eec94e-1ed5-4007-8790-c019b7f969ae.usrfiles.com/ugd/51eec9_9777f5dc7ac54f2d810877b49f8fd887.pdf

Annexe 1. Portrait des reprises coopératives par code SCIAN

Agriculture, foresterie, pêche et chasse (SCIAN 11)

28 reprises coopératives | 26 coopératives repreneuses

Type de reprises

Par une coopérative nouvellement

constituée: 21,4 %

Par modification de la forme

juridique: 39,3 %

Par une coopérative existante : 39,3 %

Régions administratives

01 – Bas-Saint-Laurent : 3,6 %

02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean: 10,7 %

05 - Estrie : 10.7 %07 – Outaouais : 10,7 %

08 – Abitibi-Témiscamingue : 3,6 %

11 – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine : 32,1 %

12 – Chaudière-Appalaches: 7,1 %

15 – Laurentides : 10,7 %

17 – Centre-du-Québec: 10,7 %

Type des coopératives repreneuses

Producteurs: 46,2 %



Travailleurs: 46,2 %



Solidarité: 7,7 %

Âge des entreprises lors de la reprise

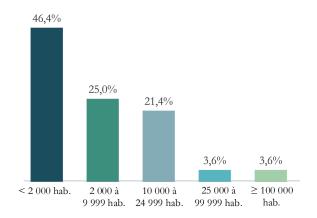
Moyenne

21,1 ans

Médiane

17,3 ans

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)

Foresterie: 65,4 %

Agriculture et pêcheries : 30,8 %

Manufacturier: 3,8 %

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées : 84,6 %

Fusionnées avec une autre coopérative toujours immatriculée : 7,7 %

Inactives (sauf fusionnées): 7,7 % Durée de vie moyenne après la reprise: 9,0 ans

Fabrication (SCIAN 31-33)

12 reprises coopératives | 11 coopératives repreneuses

Type de reprises

Par une coopérative nouvellement

constituée: 50,0 %

Par modification de la forme

juridique : 8,3 %

Par une coopérative existante : 41,7 %

Régions administratives

01 – Bas-Saint-Laurent: 8,3 %

02 – Saguenay – Lac-Saint-Jean: 16,7 %

04 – Mauricie : 25,0 % 06 – Montréal : 25,0 %

12 – Chaudière-Appalaches: 8,3 %

16 – Montérégie: 8,3 %

17 – Centre-du-Québec: 8,3 %

Type des coopératives repreneuses



Producteurs: 27,3 %



Travailleurs: 63,6 %



Solidarité: 9,1 %

Âge des entreprises lors de la reprise

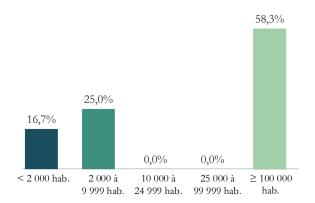
Moyenne

19,6 ans

Médiane

12,8 ans

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)

 \longrightarrow

Manufacturier: 36,4 %

Agriculture et pêcheries : 27,3 %

Foresterie: 27,3 %

Imprimerie et édition : 9,1 %

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées: 54,5 %

Fusionnées avec une autre coopérative toujours immatriculée : 9,1 %

Inactives (sauf fusionnées) : 36,4 % Durée de vie moyenne après la reprise : 8,2 ans

Commerce de détail (SCIAN 44-45)

24 reprises coopératives | 22 coopératives repreneuses

Type de reprises

Par une coopérative nouvellement

constituée: 54,2 %

Par modification de la forme

juridique: 8,3 %

Par une coopérative existante : 37,5 %

Régions administratives

02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean: 12,5 %

04 – Mauricie : 4,2 % 05 – Estrie : 8,3 % 06 – Montréal : 12,5 % 07 – Outaouais : 4,2 %

09 – Côte-Nord : 4,2 %

11 – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine : 4,2 %

12 – Chaudière-Appalaches: 33,3 %

15 – Laurentides: 4,2 %

17 – Centre-du-Québec : 12,5 %

Type des coopératives repreneuses

Consommateurs: 13,6 %

Producteurs: 18,2 %

Travailleurs: 4,5 %



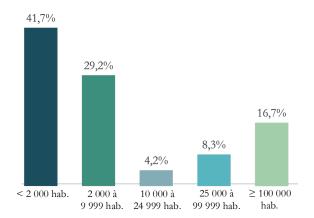
Solidarité : 63,6 %

Âge des entreprises lors de la reprise

Moyenne 26,1 ans

Médiane 18,4 ans

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)

Alimentation: 63,6 %

Agriculture et pêcheries : 18,2 %

Autres commerces: 13,6 %

- Scolaires : 4,5 %

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées: 63,6 %

Fusionnées avec une autre coopérative toujours immatriculée : 22,7 %

Inactives (sauf fusionnées) : 13,6 % Durée de vie moyenne après la reprise : 4,0 ans

Industrie de l'information et industrie culturelle (SCIAN 51)

14 reprises coopératives | 14 coopératives repreneuses

Type de reprises



Par une coopérative nouvellement

constituée: 85,7 %



Par modification de la forme juridique: 14,3 %

Régions administratives

02 – Saguenay – Lac-Saint-Jean: 7,1 %

03 – Capitale-Nationale: 14,3 %

04 – Mauricie: 7,1 %

05 – Estrie : 28,6 %

06 – Montréal : 7,1 %

07 – Outaouais : 7,1 %

11 – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine : 7,1 %

12 – Chaudière-Appalaches: 7,1 %

14 – Lanaudière : 7,1 %

16 – Montérégie: 7,1 %

Type des coopératives repreneuses

Producteurs: 14,3 %



Travailleurs: 28,6 %



Solidarité: 57,1 %

Âge des entreprises lors de la reprise

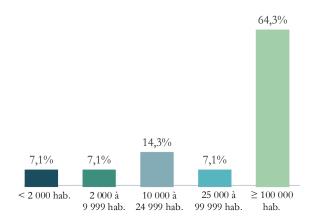
Moyenne

43,2 ans

Médiane

27,4 ans

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)

Imprimerie et édition : 64,3 %

Télécommunications: 28,6 %

Arts et culture : 7,1 %

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées: 42,9 %

Fusionnées avec une autre coopérative toujours immatriculée : 42,9 %

Inactives (sauf fusionnées) : 14,3 % Durée de vie moyenne après la reprise : 14,4 ans

Services professionnels, scientifiques et techniques (SCIAN 54)

13 entreprises reprises | 12 coopératives repreneuses

Type de reprises



Par une coopérative nouvellement

constituée: 46,2 %



Par modification de la forme juridique: 53,8 %

Régions administratives

01 – Bas-Saint-Laurent: 7,7 %

02 – Saguenay – Lac-Saint-Jean: 7,7 %

03 – Capitale-Nationale: 23,1 %

04 – Mauricie : 15,4 % 06 – Montréal: 15,4 % 14 – Laurentides : 7,7 % 16 – Montérégie : 23,1 %

Type des coopératives repreneuses



Travailleurs: 58,3 %



Solidarité: 41,7 %

Âge des entreprises lors de la reprise

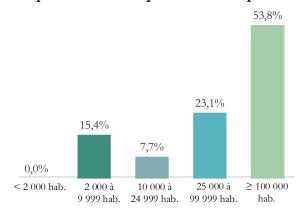
Moyenne

7,3 ans

Médiane

5,2 ans

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)

Services professionnels et techniques: 91,7 %

Loisirs: 8,3 %

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées: 50,0 %

Inactives : 50,0 % Durée de vie moyenne après la reprise : 3,3 ans

Soins de santé et assistance sociale (SCIAN 62)

20 reprises coopératives | 10 coopératives repreneuses

Type de reprises



Par une coopérative nouvellement

constituée: 65,0 %



Par modification de la forme

juridique: 5,0 %



Par une coopérative existante : 30,0 %

Régions administratives

01 – Bas-Saint-Laurent : 10,0 %

02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean: 5,0 %

03 – Capitale-Nationale: 20,0 %

04 – Mauricie : 10,0 % 05 - Estrie : 5.0 %

07 – Outaouais : 15,0 %

12 – Chaudière-Appalaches: 10,0 %

15 – Laurentides : 5,0 % 16 – Montérégie : 20,0 %

Type des coopératives repreneuses



Travailleurs: 70,0 %



Solidarité: 30,0 %

Âge* des entreprises lors de la reprise

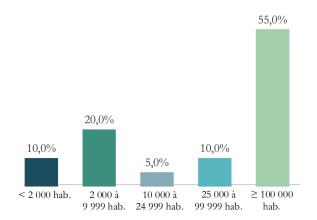
Moyenne 15,4 ans

Médiane

13,1 ans

* \hat{A} ge inconnu = 30,0 %

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)



Santé et services sociaux : 90,0 %

Foresterie: 10,0 %

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées: 100 %

Arts, spectacles et loisirs (SCIAN 71)

16 reprises coopératives | 16 coopératives repreneuses

Type de reprises

Par une coopérative nouvellement

constituée: 50,0 %

Par modification de la forme juridique : 50,0 %

Âge des entreprises lors de la reprise

Moyenne

16,2 ans

Médiane

11,1 ans

Régions administratives

01 - Bas-Saint-Laurent: 25,0 %

02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean: 18,8 %

03 – Capitale-Nationale: 6,3 %

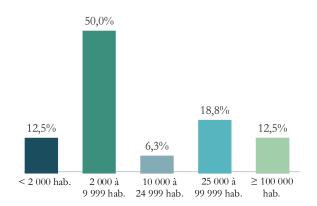
05 - Estrie: 18,8 %

11 – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine : 6,3 %

12 – Chaudière-Appalaches: 12,5 %

15 – Laurentides : 12,5 %

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Type des coopératives repreneuses

Consommateurs: 12,5 %

Producteurs: 12,5 %

Travailleurs: 12,5 %

Solidarité: 62,5 %

Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)

Loisirs: 93,8 %

Arts et culture : 6,3 %

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées: 75,0 %

Inactives : 25,0 % Durée de vie moyenne après la reprise : 11,3 ans

Services d'hébergement et de restauration (SCIAN 72)

15 reprises coopératives | 15 coopératives repreneuses

Type de reprises



Par une coopérative nouvellement

constituée: 86,7 %



Par modification de la forme

juridique: 6,7 %



Par une coopérative existante : 6,7 %

Régions administratives

01 – Bas-Saint-Laurent : 13,3 % 03 – Capitale-Nationale : 20,0 %

05 – Estrie : 6,7 % 06 – Montréal : 13,3 %

07 – Outaouais : 6,7 %

11 – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine : 6,7 %

12 – Chaudière-Appalaches: 6,7 %

13 – Laval : 6,7 %

14 – Lanaudière : 13,7 % 15 – Laurentides : 6,7 %

Type des coopératives repreneuses



Consommateurs: 33,3 %



Travailleurs: 40,0 %



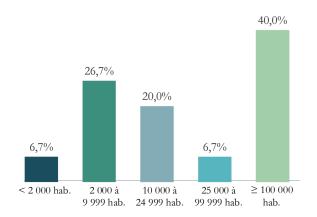
Solidarité: 26,7 %

Âge des entreprises lors de la reprise

Moyenne 14,7 ans

Médiane 10,5 ans

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)

Restauration et hôtellerie : 53,3 %

Loisirs : 33,3 %

Alimentation: 6,7 %

_____ Scolaires : 6,7 %

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées: 73,3 %

Inactives : 26,7 % Durée de vie moyenne après la reprise : 3,9 ans

Autres services – sauf administrations publiques (SCIAN 81)

35 reprises coopératives | 21 coopératives repreneuses

Type de reprises



Par une coopérative nouvellement

constituée: 22,9 %



Par une coopérative existante : 77,1 %

Âge des entreprises lors de la reprise

Moyenne 21,4 ans

Médiane 18,7 ans

Régions administratives

01 – Bas-Saint-Laurent : 11,4 %

02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean: 5,7 %

03 – Capitale-Nationale: 17,1 %

04 – Mauricie : 2,9 %

05 – Estrie : 11,4 %

07 – Outaouais : 11,4 %

08 – Abitibi-Témiscamingue : 8,6 %

09 - Côte-Nord: 5,7 %

14 – Lanaudière : 8,6 %

15 – Laurentides : 8,6 % 16 – Montérégie : 2,9 %

17 – Centre-du-Québec: 5,7 %

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Type des coopératives repreneuses



Consommateurs: 100 %

Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)



Funéraire: 100 %

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées: 90,5 %

Fusionnées avec une autre coopérative toujours immatriculée : 4,8 % Inactives : 4,8 % Durée de vie moyenne après la reprise : 19,0 ans

Autres secteurs d'activité (SCIAN 22, 41, 53, 56 et 61)

18 reprises coopératives | 17 coopératives repreneuses

Type de reprises

Par une coopérative nouvellement

constituée: 38,9 %

Par modification de la forme juridique : 33,3 %

Par une coopérative existante : 27,8 %

Régions administratives

01 – Bas-Saint-Laurent : 5,6 %

02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean: 5,6 %

03 – Capitale-Nationale: 16,7 %

06 – Montréal : 11,1 % 07 – Outaouais : 11,1 %

11 – Gaspésie – Îles-de-la-Madeleine : 5,6 %

12 – Chaudière-Appalaches: 16,7 %

13 – Laval : 5,6 %

14 – Lanaudière : 5,6 % 15 – Laurentides : 11,1 % 16 – Montérégie : 5,6 %

Type des coopératives repreneuses

Consommateurs: 41,2 %

Producteurs: 23,5 %

Travailleurs: 17,6 %

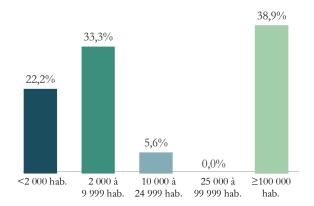
Solidarité: 17,6 %

Âge des entreprises lors de la reprise

Moyenne 17,0 ans

Médiane 12,2 ans

Population des municipalités dans lesquelles ont été reprises les entreprises



Secteur d'activité des coopératives repreneuses (catégorisation du MEIE)

Alimentation: 29,4 %

Services professionnels et techniques : 23,5 %

Agriculture et pêcheries : 17,6 %

Enseignement, habitation, services publics: 5,9 % respectivement

Statut des coopératives repreneuses au 31 mars 2023

Immatriculées: 70,6 %

Fusionnées avec une autre coopérative toujours

immatriculée : 5,9 %

Inactives (sauf fusionnées) : 23,5 % Durée de vie

moyenne après la reprise : 15,1 ans

IRECUS

École de gestion Université de Sherbrooke 2500, boulevard de l'Université Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

Tél.: 819 821-7220 Téléc.: 819 821-7213

<u>Irecus.eg@USherbrooke.ca</u>

irecus.org